Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 126 (1981)
Heft: 9

Artikel: Les grandes faiblesses de la puissance soviétique [suite]
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344403

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les grandes faiblesses de la puissance soviétique
(suite)

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Les semi-échecs en dehors du bloc – une économie déficiente

Souvent, Moscou, pour parvenir à ses fins politiques, a aidé des pays sous-développés, avec l'arrière-pensée d'imposer son emprise dans les régions en cause. Ainsi, elle a fréquemment armé et pourvu de techniciens soviétiques ou est-allemands des Etats africains ou arabes, même lorsque ceux-ci étaient foncièrement opposés à toute hégémonie de l'URSS, mais disposés à accepter les contributions de Moscou, souvent indispensables; d'où parfois des relations essentiellement changeantes avec certains bénéficiaires de cette aide. Fréquemment aussi, les rapports amicaux avec Moscou étaient le fait d'autorités passagères.

Ainsi, au *Ghana*,, le régime soviétique instauré par N'Krumah a cessé avec l'éviction de ce dernier. Par contre, le Yémen du Nord, après avoir été en relations très étroites avec l'Arabie saoudite, a été heureux d'accepter la proposition de l'URSS d'effectuer l'armement de ses forces. En *Egypte*, les rapports avec l'URSS, après avoir été excellents, ont finalement abouti à une rupture brutale et le renvoi des 18000 «conseillers». Quant au *Soudan*, il a brisé ses liens avec les dirigeants de Moscou, accusés d'avoir fomenté un complot contre le président Nemeyri. La *Somalie*, opposée à l'*Ethiopie* bénéficiant de l'appui soviétique, a rompu à son tour ses rapports avec l'URSS, à qui elle avait pourtant accordé la base de Berbera, désormais cédéee aux Etats-Unis.

Toutefois, l'Union soviétique a pu s'imposer en *Angola*, grâce à l'aide des Cubains et en mettant à profit une certaine abstention des Etats-Unis, alors en période d'élections.

Par contre, au *Sénégal*, le président Senghor a constamment pratiqué une réelle opposition à l'action soviétique sur son continent et il a accusé l'URSS d'avoir amorcé une «troisième guerre mondiale» en voulant couper les pays d'Occident de leurs matières premières d'Afrique. Le président Houphouët-Boigny a toujours pratiqué, en *Côte-d'Ivoire*, une politique semblable, réclamant une «Afrique aux Africains».

Mais le pays d'Afrique le plus attiré initialement par l'URSS a été la *Guinée*; son cas est quasi exemplaire.

Le cas de la Guinée

Dans ce pays, comme d'ailleurs dans bien de ces jeunes républiques africaines issues des anciennes colonies françaises, le «socialisme» a bonne presse. Les traditions ancestrales n'en persistent pas moins. Sékou Touré a pu dire: «On pense de manière révolutionnaire, mais on agit en fonction de vieilles conceptions.»

Le peuple guinéen, qui, dans les intentions de ses nouveaux maîtres, devait s'identifier au «Parti», le R.D.G. (Rassemblement démocratique guinéen), s'était, lors de l'accession de la Guinée à l'indépendance, dressé contre le colonialisme, du moins au début. L'actuel président guinéen entendait alors incarner le parti en tant que chef du marxisme africain, proche de l'Union soviétique. En effet, rallié par des instituteurs venus de France à la C.G.T. (Confédération générale du travail) puis passé à la C.G.T. guinéenne, il *s'affirmait officiellement comme socialiste*.Mais, comme d'autres chefs africains, il opérait alors *simultanément un retour aux sources*, si bien que la commune guinéenne qu'il allait prôner était tout simplement un retour au passé. D'ailleurs, son pays, composé pour 90% de petits propriétaires de biens ruraux, ne présentait qu'une ébauche de prolétariat urbain, non pas des masses ouvrières.

Quant aux couches supérieures de l'ancienne colonie, elles se dégageaient tout naturellement d'une petite bourgeoisie naissante, s'identifiant encore à l'ensemble de la population. Mais peu à peu allait s'affirmer, sous le coup de la loi-cadre du ministre français Defferre, une classe dirigeante nouvelle. Ainsi, avant même l'indépendance, les premières élections, encore placées sous l'autorité française, assurèrent le triomphe des anticolonialistes, l'actuel président Sékou Touré devenant vice-président, les fonctions de président revenant au gouverneur en place. Ce fut là l'origine de la république guinéenne. Mais, exigeant, seul dès 1958 parmi tous les anciens territoires français, une indépendance immédiate et complète par le refus du maintien dans l'Union Française, ce nouvel Etat allait se trouver dans une situation difficile.

En effet, désavouant l'ancienne puissance protectrice et par là même son aide, le chef Sékou Touré rejetait aussi le concours des membres des anciennes «chefferies», qu'il accusait d'avoir travaillé avec les Français. Or, il s'agissait de personnalités locales qui, dans le cadre de l'administration coloniale, avaient acquis une réelle compétence dans la gestion des affaires publiques, et leur absence dans le nouvel Etat devait forcément rendre le fonctionnement de ce dernier aléatoire.

Dès son arrivée au pouvoir, Sékou Touré, au nom du P.D.G., se mit à mener le combat contre les vestiges du passé colonial de son pays. La relève

des anciens dirigeants suscita l'arrivée, au service de la Guinée indépendante, d'une nouvelle classe d'administrateurs et de cadres, issus tout simplement de la foule et non préparés à leur mission d'administration et de commandement; d'où, du fait de la défaillance inévitable de ces chefs improvisés, la nécessité d'une action particulièrement autoritaire du président. Elle se traduisit par une constante réaction contre une certaine évolution, un «complot permanent», sorte de «contre-révolution» que l'ancien syndicaliste Sékou Touré poursuivit de toute sa vigueur. Cette action du chef d'Etat aiguisait, chez lui, dit-il, la «volonté de victoire de la Révolution...»

Ainsi, l'histoire de la Guinée indépendante a été en grande partie celle d'une série de complots, bien décrits dans l'ouvrage qu'a écrit l'auteur allemand, Joachim Voss[1], après un travail de plus de deux ans à l'Institut national de Recherches et de Documentation de Guinée. C'est à cet ouvrage que nous emprunterons le récit de ces «complots».

Premier complot: celui du «Comité pour la défense des libertés démocratiques» (avril 1959)

Ses causes: les réformes de 1959, c'est-à-dire la nationalisation des écoles libres et l'interdiction des organisations de jeunesse; d'où un grand mécontentement parmi les marchands français et libanais, ainsi que celui des autorités musulmanes et chrétiennes; et, du fait de décisions arbitraires des nouveaux administrateurs, le développement d'un véritable esprit insurrectionnel, aboutissant tant à des émigrations massives qu'à de sévères condamnations par un «tribunal populaire».

Deuxième complot: celui des «instituteurs marxistes» (novembre 1961)

Il était le fait d'une opposition de gauche. Celle-ci avait réclamé, lors d'une conférence du P.D.G., le ralliement au camp socialiste, contre la volonté du président Sékou Touré. Les syndicalistes en cause furent condamnés à des peines de travaux forcés.

Troisième complot: celui des «petits-bourgeois» (novembre 1964)

C'était là la réaction des commerçants et des petites gens contre une certaine corruption et un marché noir très développés; d'où notamment une loi-cadre dirigée contre «la nouvelle classe bourgeoise mercantile», le rétablissement du monopole d'Etat pour les exportations, ainsi que la révocation de certaines concessions faites, par la politique non capitaliste de Sékou Touré. Ces mesures se révélant insuffisantes, le Conseil national de la Révolution se vit obligé de dissoudre les coopératives ouvrières et paysannes, dont les commerçants s'étaient emparés sous le couvert de pseudo-coopératives.

Quatrième complot: le complot militaire (février 1969)

La Guinée apprit alors qu'un «complot machiavélique», ourdi «contre le régime populaire et démocratique par l'impérialisme», venait d'éclater. Il avait été monté par des officiers et des soldats qui, mécontents de l'introduction de comités P.D.G. dans les unités, avaient décidé la mort de Sékou Touré et la fin du régime. Ils avaient été rejoints d'ailleurs par 400 anciens tirailleurs venus du Sénégal et de Côte-d'Ivoire. Le Conseil national de la Révolution, siégeant comme tribunal, prononça 13 condamnations à mort et 20 peines de travaux forcés.

Dernier complot manqué: celui d'un débarquement (novembre 1970)

Ce fut une tentative de débarquement à Conakry, par des hommes venus de Guinée-Bissau et transportés par des navires portugais, intervention d'ailleurs condamnée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le président guinéen y voyait «une agression des forces impérialistes», à laquelle «le colonialisme portugais servait de pont». Ce complot se solda par 62 condamnations à mort et 68 peines de travaux forcés.

Bien entendu, ces phases tragiques de l'histoire nationale guinéenne ont été souvent condamnées par des exilés accusant le président de pratiquer une «politique du goulag». Mais, du moins, ce chef africain, malgré de longs et excellents rapports avec l'URSS, n'a jamais été inféodé à celle-ci. Bien au contraire, l'ambassadeur soviétique en Guinée a été expulsé en 1961, pour avoir voulu «remplacer un impérialisme par un autre». Moscou a bien tenté de rétablir de bonnes relations entre les deux pays, mais le président Sékou Touré s'est rapproché de la France et la Guinée fait maintenant partie de la CEDEAO. Elle a donc soutenu la thèse du président français pour une large entente entre Etats ouest-européens, africains et arabes. En somme, le président Sékou Touré a totalement évolué. Certes, on lui reproche souvent sa longue politique antioccidentale. Toutefois, pour bien comprendre celle-ci il faut tenir compte du regrettable endoctrinement que lui ont fait subir pendant sa jeunesse des instituteurs, politiquement très engagés, venus de France. Car c'est bien un certain «socialisme» anti-colonialiste qui l'avait incité à vouloir, contrairement aux vœux des autres territoires ex-coloniaux français, passer brutalement à l'indépendance et à renoncer à la fois à l'aide française et au concours des cadres guinéens formés par la France.

Riche d'une longue expérience, le chef guinéen s'est bien adapté à la situation actuelle du continent noir. A vrai dire, une longue évolution a finalement mieux préparé les pays d'Afrique à leur indépendance, et même l'Union soviétique doit maintenant tenir largement compte des mutations qui sont intervenues dans ce continent.

Evolution de la politique soviétique en Afrique noire

A la fin des années 70, l'URSS a bien tenté d'accentuer son influence sur divers pays africains qui présentaient pour elle un intérêt stratégique ou économique. Son intention, marquée par de nombreuses visites sur place de personnalités, était de s'assurer, notamment lors du conflit rhodésien, une réelle mainmise sur ce continent, par gouvernements ou «mouvements» interposés. Le président sénégalais Senghor a donc accusé Moscou de susciter une «troisième guerre mondiale», en coupant l'Occident de ses matières premières provenant des continents africain et asiatique.

Mais les visées soviétiques se portaient largement sur l'Afrique australe. L'URSS avait obtenu une base stratégique à Berbera, en Somalie, c'est-à-dire près d'une voie maritime vitale pour la survie économique de l'Europe atlantique. En Angola et au Congo, elle avait voulu prendre, indirectement, la place des anciennes puissances coloniales. Un régime socialiste devait, selon elle, favoriser les relations «amicales» entre ces pays et Moscou, qui leur promettait son aide.

Or, étant donné le soutien soviétique à l'Ethiopie, l'ennemi traditionnel de celle-ci, la Somalie, se distança de l'URSS et reprit la «base» de Berbera, où les Etats-Unis remplacèrent les hommes de Moscou. Elle trouva alors l'appui de la Grande-Bretagne, toute disposée à fournir au général Barre des armes pour «objectifs défensifs», l'Arabie saoudite étant prête à financer en partie ces fournitures. Ainsi est intervenue dans cette région une régression de l'avance soviétique. Et pourtant, l'URSS avait prévu toute une organisation militaire générale africaine sous l'autorité d'un commandant en chef, le général Tchakhanovitch, avec P.C. à Addis-Abeba. D'autres chefs soviétiques étaient désignés; même un général est-allemand et 50000 soldats cubains leur étaient assignés.

A vrai dire, l'intervention des parachutistes français allait faire échouer bien des projets de Moscou. Car ces hommes non seulement remplirent leur mission humanitaire, mais ils empêchèrent l'entreprise dirigée par des spécialistes venus d'URSS, avec l'intention d'assurer l'élimination de Mobutu et l'installation au Congo d'une république populaire, avec, pour objectif final, un assaut contre l'Afrique australe. A vrai dire aussi, un complexe de culpabilité de l'Occident dû à son passé colonial africain avait constitué une ambiance favorable à une action contre l'Afrique du Sud, très attaquée alors dans les milieux de l'ONU. C'est d'ailleurs contre cette tendance qu'allait réagir le président Reagan, en se rapprochant de Pretoria.

En fait, dès 1979, la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) a semblé amorcer un tournant sur le continent noir. Au sommet franco-africain de cette année là, le président Giscard d'Estaing

avait prôné, après avoir reçu en Guinée en accueil enthousiaste, la solidarité entre pays ouest-européens, africains et arabes, élargissement de l'amitié eurafricaine pratiquée par la France et étendue aux Etats arabes voisins.

Cette politique aura une portée géopolitique, en renforçant la position de l'Europe de l'Alliance sur le plan mondial et, notamment, vis-à-vis des Etats-Unis. Mais l'évolution souhaitable de l'Afrique présuppose aussi une Namibie devenue indépendante et, en Afrique du Sud, un heureux compromis entre Noirs et Blancs. Ce n'est qu'à ce prix que seront conjurées les visées soviétiques sur l'Afrique australe et la route du Cap. En outre, il faut freiner l'emprise de Moscou sur les petits pays d'Afrique à qui, selon le président Senghor, l'aide soviétique impose une dépendance «plus grave que celle du régime colonial».

En fait, le continent noir est, dans l'ensemble, idéologiquement éloigné du monde soviétique et communiste. Mais une certaine dépendance de l'URSS — par l'aide que celle-ci accorde aux pays sous-développés et aux prétendus «mouvements de libération» — assure encore à Moscou une certaine prépondérance dans diverses régions d'Afrique.

Ainsi s'expliquent des attaques contre l'Afrique blanche. Car la Rhodésie, devenue le Zimbabwe, n'a pas trouvé immédiatement, auprès des puissances occidentales, l'appui nécessaire pour établir — sans évincer les autorités d'origine européenne — de souhaitables bons rapports entre Noirs et Blancs. Or, comme l'a parfaitement compris le président Reagan, l'Occident a besoin du concours de l'Afrique du Sud, détentrice du contrôle d'une voie maritime dont la sécurité est indispensable à la défense de l'Europe.

D'ailleurs, l'abolition du pouvoir de ce pays ne contribuerait nullement au maintien de la paix sur le continent africain. Bien au contraire: opérant par républiques locales interposées, l'action soviétique compromettrait, définitivement peut-être, la position euraméricaine sur les accès de la mer Rouge et du golfe Persique, si importants pour les ravitaillements vitaux d'Europe.

Fort heureusement, il se produit, partant d'une région voisine surtout, une réelle prise de conscience du monde arabe et islamique, sous la direction de l'Arabie saoudite, détentrice d'une double autorité, celle que lui confère la garde des Lieux saints de l'Islam et celle que lui vaut sa richesse de grand producteur de pétrole. Ses voisins de sa race et de sa foi bénéficient amplement de ses remarquables ressources. Influence que l'Occident ne doit pas contrarier...

Certes, l'action de Riyad devient plus difficile du fait de l'évolution de la situation en Iran. Mais le détachement de la Somalie de l'URSS est

favorable à l'Occident, puisque les Etats-Unis profitent actuellement de «facilités» à Berbera. Et puis, les pays arabes ont intérêt à se faire aider par l'Arabie saoudite plutôt que par l'URSS...

Par ailleurs, les Etats de l'OUA réclament une «Afrique aux Africains». Dans ces conditions, si une certaine Euramérique et l'Arabie saoudite savent conjuguer leurs efforts en faveur des pays sous-développés de la région, elles pourront neutraliser la menace actuelle, concrétisée — en dehors des «conseillers» soviétiques — par la présence de soldats cubains. Mais comment expliquer celle-ci?

Le concours cubain

La «conversion» de Fidel Castro été étonnante. Car cet homme politique a commencé sa carrière comme chef d'un mouvement dont l'inspiration modérée lui avait valu l'adhésion générale de ses compatriotes. Tardivement rallié à l'URSS, il avait sans doute pris cette option par antipathie pour les Etats-Unis, devenus pour lui le grand adversaire capitaliste. Car les sociétés américaines détenaient alors à Cuba 75% des investissements dans la production d'énergie et 50% de ceux des transports.

Et pourtant, les relations entre l'Amérique et Cuba ne sont pas restées longtemps étroites. Car, lors de la crise soviéto-américaine de 1962, Khrouchtchev n'avait tenu aucun compte, dans ses arrangements avec Washington, des intérêts nationaux cubains, et Castro n'eut qu'à subir le retrait des fusées russes. Il entreprit alors deux voyages à Moscou, en 1963 et 1964, sans obtenir les avantages espérés. Or, il appliquait alors un communisme personnel, fondé sur la violence, tandis que l'URSS — dans sa poursuite des objectifs politiques extérieurs — prônait la coexistence pacifique avec le monde capitaliste.

Entre-temps, la politique cubaine de la «solidarité latino-américaine» avait échoué. Et Che Guevara, dénoncé par ceux qu'il entendait libérer, allait se sacrifier inutilement. Même sur le plan économique, la politique de Castro aboutit à un désastre[2]. Son anticommunisme fut un échec, car les pays du COMECON refusaient de soutenir le dissident cubain. Si bien que ce dernier, en 1968, dut aller à Canossa. Car il voyait son économie s'effondrer: le rapprochement avec Moscou s'imposait. Il se réhabilita en soutenant le deuxième «coup de Prague», très critiqué par les P.C. orthodoxes.

Fidel Castro a pu tirer bénéfice d'un certain contexte international pour obtenir une aide soviétique devenue indispensable. Non seulement il s'est vu accorder, lors d'un nouveau voyage à Moscou, les sommes espérées, la dette de Cuba vis-à-vis de l'URSS s'étant élevée rapidement à plusieurs milliards.

Dès lors, plus de 90% de ses échanges allaient s'effectuer avec Moscou, alors qu'auparavant les Etats-Unis avaient été le grand débouché de ses produits. Bref, Cuba a changé de maître, l'URSS lui facilitant le règlement de ses problèmes économiques, comme elle l'avait jadis fait pour certains pays africains.

Cette collaboration est-elle définitive? Castro a bien déclaré une fois: «Si, un jour, les Etats-Unis ont un gouvernement dévoué aux intérêts de la paix et de l'amitié, ce jour-là nous pourrons dialoguer avec eux.»

En somme, sauvé par l'URSS, sans doute grâce à l'approbation du «coup de Prague», le chef cubain paie-t-il actuellement sa dette par la présence, en Afrique, de 50000 soldats de son pays. Mais il reste à la merci de Moscou, qui lui achète son sucre au-dessus du cours mondial, tout en lui vendant son pétrole au-dessous de ce cours.

Mais Cuba n'est pas le seul pays à bénéficier d'une large aide de l'URSS: l'Inde, tout en profitant amplement de grands avantages de la part de Moscou, garde cependant, contrairement à Fidel Castro, une entière liberté d'action sur le plan international.

Le cas de l'Inde, aidée par l'URSS, mais restée indépendante

Certes, Mme Indira Gandhi a pu gagner la guerre contre le Pakistan grâce à l'aide soviétique. Pourtant, elle a gardé une large indépendance politique. L'URSS lui a bien proposé un pacte de sécurité collective pour l'Asie, par lequel elle comptait isoler la Chine. Mais la maîtresse de l'Inde, en dépit de sa dette de reconnaissance, n'a nullement adhéré au projet présenté. Renouant au contraire ses relations avec la Chine, elle expliqua à Brejnev, lors d'une visite de ce dernier en 1976, la nécessité, pour elle, de «normaliser ses relations avec ses voisins».

Actuellement, ses rapports avec l'Union soviétique restent excellents, mais elle garde une entière indépendance en politique extérieure. Cependant, après l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, Mme Indira Gandhi n'a pas voulu s'associer à la condamnation générale et vigoureuse de cette action répréhensible de ses amis d'URSS. Elle souhaite devenir la nation guide des pays non alignés de sa région, tout en rejetant toute emprise extérieure, aussi bien de la Chine que de Moscou. Elle a parfois pratiqué une politique opposée à celle de l'URSS, tout en maintenant avec celle-ci des relations amicales.

*

* *

Il résulte de nos constatations que de nombreux pays en voie de développement ont su bénéficier de l'aide soviétique sans pour autant devenir les satellites de Moscou. Ainsi, l'URSS n'a pu s'imposer entièrement au Moyen-Orient, où la résistance se poursuit en Afghanistan. Son projet de pacte pour l'Asie n'a pas eu de suite. Et, en Afrique, divers renvois de «conseillers» ou de diplomates soviétiques ont marqué la volonté d'indépendance des pays en cause. Par ailleurs, certains succès dans quelques jeunes républiques africaines ont été sans lendemain. Il est seulement regrettable que le discrédit jeté par l'URSS sur les anciennes puissances coloniales n'ait pas été démenti assez vigoureusement. Car, tout compte fait, les sacrifices de ces dernières pour leurs anciens protégés ont porté leurs fruits. Il est à remarquer que deux jeunes Etats africains, le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, dirigés par des chefs africains riches de leur expérience d'anciens ministres français, ont eu une évolution particulièrement heureuse et soutiennent l'actuelle politique française sur leur continent. Ainsi a pu être évoquée la volonté de réaliser cette amitié entre pays européens, africains et arabes, si riche en promesses.

Par contre, tant dans son «bloc» qu'ailleurs, l'URSS a connu, à côté de certains succès, à vrai dire temporaires, bien des échecs. Mais sa grande faiblesse, en partie imputable à son régime, est incontestablement son économie.

*

* *

Une économie déficiente

Dans leur «Lettre d'un groupe de savants», Sakharov et ses amis Tourtchine et Medvedev déclaraient: «Nous sommes en avance sur les Etats-Unis pour la production de charbon, mais en retard pour la production de pétrole, de gaz et d'énergie; nous sommes dix fois inférieurs en chimie et notre retard dans le domaine de la technologie des ordinateurs est incommensurable... Nous vivons dans un autre âge...»

En effet, sauf pour les fabrications de guerre, le retard technologique soviétique est considérable, alors que l'URSS dispose de richesses naturelles exceptionnelles. A vrai dire, son régime politique est incompatible avec le progrès. Le professeur Liberman, de l'Ecole de Kharkov, avait bien suggéré une grande réforme, dans un sens libéral, pour l'économie: il préconisait l'application des méthodes modernes. Or, cette réforme a été pratiquement sabotée par ceux qui étaient chargés de l'appliquer. Car la production

soviétique est dirigée, non pas comme en Occident par des ingénieurs et planificateurs qualifiés, mais par des apparatchiks de cette immense bureaucratie qu'est la Nomenklatura, qui pèse si lourdement sur sa production.

Même dans l'agriculture, le rendement est nettement insuffisant. En fait, les méthodes collectives — en Chine d'ailleurs comme en URSS — se révèlent désastreuses, car le paysan est absolument réfractaire à ce système. Si bien que le rendement des petites parcelles exploitées personnellement par les agriculteurs est nettement supérieur à celui des terres cultivées collectivitement.

Le Comité central du PCUS, lors de sa réunion du 15 décembre 1969, a donc dû constater de nombreuses déficiences de l'économie, notamment:

— la non-réalisation du plan dans l'industrie sidérurgique,
— une production agricole inférieure à celle des Etats-Unis, qui pourtant ne lui consacrent que 3% de leur population active.

Ainsi, l'on comprend la nécessité pour l'URSS d'importer de grandes quantités de produits agricoles, et surtout du blé.

A vrai dire, le fameux «rapport Brejnev» sur les déficiences de la production soviétique en général a condamné l'«esprit bureaucratique» de certains responsables de l'économie nationale. Mais aucune accusation n'y était formulée à l'égard du Parti, réputé infaillible. Les fautes relevées étaient considérées comme individuelles, censées émaner de fonctionnaires n'ayant pas appliqué les recommandations officielles.

Mais les méthodes soviétiques si déficientes ont été appliquées aussi dans l'ensemble du «bloc». Le professeur Sik, qui, après avoir quitté Prague, enseigne l'économie en Occident, nous décrit leur application dans son pays: «La Tchécoslovaquie est passée, sous la pression de Moscou, au modèle administratif et centralisé de la planification et du dirigisme... Peu à peu, nous avons réussi à tuer l'initiative dans les entreprises...» Et ce technicien tchèque nous explique longuement cette «économie aberrante» qui détruit le rendement dans un pays soumis à Moscou et où, sous la direction d'une bureaucratie ignare et néfaste, sont prises des décisions autoritaires, dans l'ignorance des besoins de la population. Ainsi, les entreprises tchèques ont été condamnées à des résultats désastreux.

Dans ces conditions, les plans des pays de l'Est sont devenus irréalisables et les taux d'accroissement, autoritairement établis, n'ont jamais été réalisés. L'Union soviétique accuse un important retard technologique par rapport aux pays capitalistes. Mais, grâce au bénéfice de la coexistence pacifique, les responsables de l'Est ont, bien entendu, pu profiter du savoir-faire de l'Occident et munir ainsi leur industrie lourde, leur branche préférée, des

équipements et matériels nécessaires aux entreprises en cause. C'est du fait de cette modernisation que Khrouchtchev croyait pouvoir annoncer au peuple soviétique un imminent superstandard de vie...

L'évolution de l'industrie soviétique intéresse les pays de l'Ouest à un double point de vue. D'abord, il y a les échanges possibles entre Est et Ouest. Et puis, il faut bien tenir compte de l'utilisation, par les entreprises du monde de l'Est, des informations et équipements reçus, en particulier au profit des productions de guerre. Certes, un échange normal entre les deux camps pourrait avoir des effets heureux de part et d'autre. Or, les livraisons de l'URSS portent essentiellement sur des matières premières et des produits semi-finis. Mais, en favorisant involontairement les productions des industries d'armement de l'Est, les pays occidentaux portent une réelle atteinte à leur sécurité. Quant à l'URSS, bénéficiant de crédits considérables de la part du monde capitaliste, elle ne craint pas de s'endetter de plus en plus pour réaliser ses buts militaires. Un comité de coordination — le COMCO — régit bien, théoriquement du moins, les exportations d'articles ayant un intérêt stratégique, en principe interdits pour l'exportation à l'Est. Mais cet organisme a une action limitée. Dans un article paru dans le «Monde Moderne» (No 13, 1976), l'auteur, Alexander Wolynski, signalait déjà qu'à l'époque les sociétés américaines accordaient, sans garantie aucune, des crédits de 5 à 12 ans à l'URSS. C'est cette aide qui a permis aux responsables de Moscou de sortir leur pays de la crise économique, tout en poursuivant leur surarmement exceptionnel.

Ainsi, les exportations soviétiques ont pu, sans autre dommage, rester inférieures aux importations, avec un déficit de balance commerciale avec l'Ouest passant, de 1970 à 1975, de 400 millions à 4800 millions de dollars. Et puis, selon Wolynski, des prix très favorables furent consentis à l'URSS. Par exemple, une combinaison spatiale a été cédée aux Soviétiques pour 180000 dollars, alors que les frais de recherches et de mise au point de celle-ci se montaient à 20 millions de dollars.

Certes, actuellement, les importations venant de l'Ouest sont devenues plus chères et l'URSS subit désormais les effets de la crise mondiale. Elle connaît donc une production ralentie. Celle du pétrole a été assez normale, mais il n'en fut pas de même pour le gaz et l'électricité, en baisse en 1979. Si bien que les usines de l'Oural, du Kazakhstan et de la Sibérie orientale ont connu des difficultés pour leur ravitaillement en courant électrique.

En somme, l'économie soviétique connaît bien des faiblesses, et le plan établi à la suite du XXVIe Congrès envisage un avenir moins brillant: une croissance industrielle de 26 à 28% pour cinq ans, alors que, pour

1976-1980, une augmentation de 35 à 39% avait été prévue. Néanmoins, les fabrications de guerre conservent leur priorité de toujours.

En bref, l'économie soviétique reste le point faible de l'URSS, incapable d'assurer à la fois à son armée son premier rang dans le monde et à sa population le standard de vie promis par Khrouchtchev.

*
* *

Dans nos exposés successifs, nous avons évoqué les points forts et les faiblesses de l'Union soviétique d'aujourd'hui. Nous avons constaté notamment la puissance de ses armées et de celles des pays satellites. Or, quelle serait l'efficacité, la fiabilité de ces forces en cas de conflit? Comment se manifesteraient alors toutes ces oppositions qui minent le «bloc» et l'URSS elle-même? En outre, les responsables de l'économie soviétique seraient-ils capables de faire supporter par celle-ci une guerre prolongée?

Malgré tout, les forces du Pacte de Varsovie concrétisent pour l'Ouest une immense et constante menace. Comment l'Occident de l'Alliance, face à un monde de l'Est aux forces à la fois puissantes et fragiles, doit-il envisager sa défense commune? Nous répondrons à cette question dans nos prochaines études.

F.-Th. S.

*
* *

[1] Cf. «Der progressistische Entwicklungsstaat. Das Beispiel der Republik Guinea», par Joachim Voss, Verlag für Literatur und Zeitgeschichte, 1971.

[1] Cf. notre ouvrage «Enfin, oui à l'Europe?» (Librairie Encyclopédique, 1970).
[2] Cf. «Cuba est-il socialiste?», par René Dumont (Seuil, 1970).